

**Audit – Bureau de Nantes**  
5 rue Albert Londres  
BP 20303

44303 Nantes Cedex 3

T : +33 (0)2 40 50 12 61

[www.bakertilly.fr](http://www.bakertilly.fr)

## **MISSION LOCALE DU PAYS DE RETZ**

Association

Siège social : Maison du Pays et de l'Economie  
4 rue Alexandre Riou  
44720 MACHECOUL SAINT-MEME

## **RAPPORT DU COMMISSAIRE AUX COMPTES SUR LES COMPTES ANNUELS**

Assemblée générale d'approbation des comptes  
de l'exercice clos le 31 décembre 2025

EXPERTISE - AUDIT - CONSEIL

SAS Baker Tilly STREGO exerçant sous le nom commercial de Baker Tilly est membre du réseau mondial Baker Tilly International Ltd., dont les membres sont des entités juridiques séparées et indépendantes.

Siège social : 4 rue Papiou de la Verrie – BP 70948 – 49009 Angers Cedex 01 – R.C.S Angers 063 200 885. Société inscrite à l'ordre des Experts-Comptables de la Région Pays de Loire et à la Compagnie Régionale des Commissaires aux Comptes Ouest Atlantique.



## **MISSION LOCALE DU PAYS DE RETZ**

Association

Siège social : Maison du Pays et de l'Economie  
4 rue Alexandre de Riou  
44720 MACHECOUL SAINT-MEME

---

### **Rapport du commissaire aux comptes sur les comptes annuels**

Exercice clos le 31 décembre 2025

À l'Assemblée Générale de l'association Mission Locale du Pays de Retz,

### **Opinion**

En exécution de la mission qui nous a été confiée par l'Assemblée Générale, nous avons effectué l'audit des comptes annuels de l'association Mission Locale du Pays de Retz relatifs à l'exercice clos le 31 décembre 2025, tels qu'ils sont joints au présent rapport.

Nous certifions que les comptes annuels sont, au regard des règles et principes comptables français, réguliers et sincères et donnent une image fidèle du résultat des opérations de l'exercice écoulé ainsi que de la situation financière et du patrimoine de l'association à la fin de cet exercice.

### **Fondement de l'opinion**

#### **Référentiel d'audit**

Nous avons effectué notre audit selon les normes d'exercice professionnel applicables en France. Nous estimons que les éléments que nous avons collectés sont suffisants et appropriés pour fonder notre opinion.

Les responsabilités qui nous incombent en vertu de ces normes sont indiquées dans la partie « Responsabilités du commissaire aux comptes relatives à l'audit des comptes annuels » du présent rapport.

#### **Indépendance**

Nous avons réalisé notre mission d'audit dans le respect des règles d'indépendance prévues par le code de commerce et par le code de déontologie de la profession de commissaire aux comptes, sur la période du 1<sup>er</sup> janvier 2025 à la date d'émission de notre rapport.

### **Observation**

Sans remettre en cause l'opinion exprimée ci-dessus, nous attirons votre attention sur les incidences de la première application du règlement ANC n°2022-06 exposées dans l'annexe des comptes annuels.

Sans remettre en cause l'opinion exprimée ci-dessus, nous attirons votre attention sur le point exposé dans la note « 13 – Provision indemnités départ à la retraite » de l'annexe des comptes annuels.

### **Justification des appréciations**

En application des dispositions des articles L. 821-53 et R. 821-180 du code de commerce relatives à la justification de nos appréciations, nous portons à votre connaissance les appréciations suivantes qui,

selon notre jugement professionnel, ont été les plus importantes pour l'audit des comptes annuels de l'exercice.

Dans le cadre de nos appréciations des règles et principes comptables, nous nous sommes assurés de la cohérence et de la concordance des subventions obtenues en procédant notamment à des demandes de confirmation des financeurs.

Les appréciations ainsi portées s'inscrivent dans le contexte de l'audit des comptes annuels pris dans leur ensemble et de la formation de notre opinion exprimée ci-avant. Nous n'exprimons pas d'opinion sur des éléments de ces comptes annuels pris isolément.

### Vérifications spécifiques

Nous avons également procédé, conformément aux normes d'exercice professionnel applicables en France, aux vérifications spécifiques prévues par les textes légaux et réglementaires.

Nous n'avons pas d'observation à formuler sur la sincérité et la concordance avec les comptes annuels des informations données dans les documents sur la situation financière et les comptes annuels adressés aux membres du Conseil d'Administration.

### Responsabilités de la direction et des personnes constituant le gouvernement d'entreprise relatives aux comptes annuels

Il appartient à la direction d'établir des comptes annuels présentant une image fidèle conformément aux règles et principes comptables français ainsi que de mettre en place le contrôle interne qu'elle estime nécessaire à l'établissement de comptes annuels ne comportant pas d'anomalies significatives, que celles-ci proviennent de fraudes ou résultent d'erreurs.

Lors de l'établissement des comptes annuels, il incombe à la direction d'évaluer la capacité de l'association à poursuivre son exploitation, de présenter dans ces comptes, le cas échéant, les informations nécessaires relatives à la continuité d'exploitation et d'appliquer la convention comptable de continuité d'exploitation, sauf s'il est prévu de liquider l'association ou de cesser son activité.

Les comptes annuels ont été arrêtés par le Conseil d'Administration.

### Responsabilités du commissaire aux comptes relatives à l'audit des comptes annuels

Il nous appartient d'établir un rapport sur les comptes annuels. Notre objectif est d'obtenir l'assurance raisonnable que les comptes annuels pris dans leur ensemble ne comportent pas d'anomalies significatives. L'assurance raisonnable correspond à un niveau élevé d'assurance, sans toutefois garantir qu'un audit réalisé conformément aux normes d'exercice professionnel permet de systématiquement détecter toute anomalie significative. Les anomalies peuvent provenir de fraudes ou résulter d'erreurs et sont considérées comme significatives lorsque l'on peut raisonnablement s'attendre à ce qu'elles puissent, prises individuellement ou en cumulé, influencer les décisions économiques que les utilisateurs des comptes prennent en se fondant sur ceux-ci.

Comme précisé par l'article L.821-55 du code de commerce, notre mission de certification des comptes ne consiste pas à garantir la viabilité ou la qualité de la gestion de votre association.

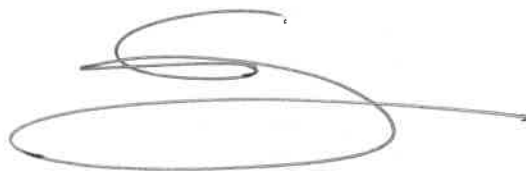
Dans le cadre d'un audit réalisé conformément aux normes d'exercice professionnel applicables en France, le commissaire aux comptes exerce son jugement professionnel tout au long de cet audit.

En outre :

- il identifie et évalue les risques que les comptes annuels comportent des anomalies significatives, que celles-ci proviennent de fraudes ou résultent d'erreurs, définit et met en œuvre des procédures d'audit face à ces risques, et recueille des éléments qu'il estime suffisants et appropriés pour fonder son opinion. Le risque de non-détection d'une anomalie significative provenant d'une fraude est plus élevé que celui d'une anomalie significative résultant d'une erreur, car la fraude peut impliquer la collusion, la falsification, les omissions volontaires, les fausses déclarations ou le contournement du contrôle interne ;
- il prend connaissance du contrôle interne pertinent pour l'audit afin de définir des procédures d'audit appropriées en la circonstance, et non dans le but d'exprimer une opinion sur l'efficacité du contrôle interne ;
- il apprécie le caractère approprié des méthodes comptables retenues et le caractère raisonnable des estimations comptables faites par la direction, ainsi que les informations les concernant fournies dans les comptes annuels ;
- il apprécie le caractère approprié de l'application par la direction de la convention comptable de continuité d'exploitation et, selon les éléments collectés, l'existence ou non d'une incertitude significative liée à des événements ou à des circonstances susceptibles de mettre en cause la capacité de l'association à poursuivre son exploitation. Cette appréciation s'appuie sur les éléments collectés jusqu'à la date de son rapport, étant toutefois rappelé que des circonstances ou événements ultérieurs pourraient mettre en cause la continuité d'exploitation. S'il conclut à l'existence d'une incertitude significative, il attire l'attention des lecteurs de son rapport sur les informations fournies dans les comptes annuels au sujet de cette incertitude ou, si ces informations ne sont pas fournies ou ne sont pas pertinentes, il formule une certification avec réserve ou un refus de certifier ;
- il apprécie la présentation d'ensemble des comptes annuels et évalue si les comptes annuels reflètent les opérations et événements sous-jacents de manière à en donner une image fidèle.

Fait à Nantes le 26 mai 2026

Le Commissaire aux Comptes  
Baker Tilly STREGO



Christine BLANLOEIL

## Bilan Actif

Etat exprimé en euros Règlement ANC 2022-06		31/12/2025			31/12/2024
		Brut	Amort. et Dépréc.	Net	Net
ACTIF IMMOBILISE	Frais d'établissement (I)				
	<b>IMMOBILISATIONS INCORPORELLES</b>				
	Frais de développement				
	Donations temporaires d'usufruit				
	Concessions brevets droits similaires	14 153	7 417	6 736	
	Autres immobilisations incorporelles				
	Imm. inc. en cours, avances et acomptes				
	<b>IMMOBILISATIONS CORPORELLES</b>				
	Terrains				
	Constructions				
ACTIF CIRCULANT	Installations techniques, mat. et outillage indus.				
	Autres immobilisations corporelles	103 757	83 159	20 598	26 281
	Imm. corp. en cours, avances et acomptes				
	<b>BIENS RECUS PAR LEGS OU DONATIONS DESTINES A ETRE CEDES</b>				
	<b>IMMOBILISATIONS FINANCIERES (2)</b>				
	Participations				
	Titres imm. de l'activité de portefeuille				
	Créances rattachées à des participations				
	Autres titres immobilisés				
	Prêts				
COMPTES DE REGULARISATION	Autres immobilisations financières				
	<b>TOTAL (II)</b>	<b>117 909</b>	<b>90 576</b>	<b>27 333</b>	<b>26 281</b>
	<b>STOCKS ET EN-COURS</b>				
	Matières premières, approvisionnements				
	En-cours de production de biens				
	En-cours de production de services				
	Produits finis				
	Marchandises				
	<b>Avances et Acomptes versés sur commandes</b>				
	<b>CREANCES (2)</b>				
COMPTES DE REGULARISATION	Créances clients, usagers et comptes rattachés				
	Créances reçues par legs ou donations				
	Autres créances	186 450		186 450	118 466
	Charges constatées d'avance	8 108		8 108	9 825
	<b>Valeurs mobilières de placement</b>				
	<b>Instruments financiers et jetons détenus</b>				
	<b>Disponibilités</b>	715 259		715 259	832 803
	<b>TOTAL (III)</b>	<b>909 817</b>		<b>909 817</b>	<b>961 094</b>
	Frais d'émission des emprunts (IV)				
	Primes de remboursement des emprunts (V)				
	Ecarts de conversion et différences d'évaluation Actif (VII)				
	<b>TOTAL ACTIF (I à VII)</b>	<b>1 027 726</b>	<b>90 576</b>	<b>937 150</b>	<b>987 375</b>

(1) dont immobilisations financières à moins d'un an

(2) dont créances à plus d'un an

Baker Tilly STREGO  
Commissaire aux comptes

Etat exprimé en euros  
Règlement ANC 2022-06

Baker Tilly STREGO  
Commissaire aux comptes

# Compte de Résultat 1/2

Etat exprimé en euros  
Règlement ANC 2022-06

		31/12/2025	31/12/2024
		12 mois	12 mois
PRODUITS D'EXPLOITATION	Cotisations		
	Vente de biens et services		
	Ventes de biens		
	dont ventes de dons en nature		
	Ventes de prestations de service		
	dont parrainages		
	Produits de tiers financeurs		
	Concours publics et subventions	893 854	991 435
	Versements des fondateurs ou consommations de la dotation consommable		
	Ressources liées à la générosité du public		
	Dons manuels		
	Mécénats	2 200	1 000
	Legs, donations et assurances-vie		
	Contributions financières		
	Reprises sur amortissements, dépréciations, provisions		222
CHARGES D'EXPLOITATION	Utilisations des fonds dédiés	93 295	105 981
	Produits des cessions d'immobilisations incorporelles et corporelles		
	Autres produits	19 888	13
	<b>Total des produits d'exploitation</b>	<b>1 009 238</b>	<b>1 098 651</b>
	Achats de marchandises		
	Variation de stocks		
	Achats de matières et autres approvisionnements		
	Variation de stocks		
	Autres achats et charges externes	141 111	138 852
	Aides financières		
	Impôts, taxes et versements assimilés	49 077	48 040
	Salaires	562 049	574 751
	Cotisations sociales	197 541	196 567
	Dotation aux amortissements et dépréciations	17 912	13 441
	Dotation aux provisions		21 757
	Reports en fonds dédiés	98 835	93 295
	Valeurs comptables des immobilisations incorporelles et corporelles cédées		
	Autres charges	2	
	<b>Total des charges d'exploitation</b>	<b>1 066 527</b>	<b>1 086 702</b>
<b>RESULTAT D'EXPLOITATION</b>		<b>(57 290)</b>	<b>11 950</b>



## Compte de Résultat 2/2

Etat exprimé en euros  
Règlement ANC 2022-06

31/12/2025

31/12/2024

RESULTAT D'EXPLOITATION		(57 290)	11 950
PRODUITS FINANCIERS	De participation		
	D'autres valeurs mobilières et créances d'actif immobilisé		
	Autres intérêts et produits assimilés	11 531	13 645
	Reprises sur dépréciations et provisions		
	Différences positives de change		
	Produits nets sur cessions de v.m.p. et d'instruments de trésorerie		
	Produits des immobilisations financières cédées		
Total des produits financiers		11 531	13 645
CHARGES FINANCIÈRES	Dotations aux amortissements, aux dépréciations et aux provisions		
	Intérêts et charges assimilées		
	Différences négatives de change		
	Valeurs comptables des immobilisations financières cédées		
	Charges nettes sur cessions de v.m.p. et d'instruments de trésorerie		
Total des charges financières			
RESULTAT FINANCIER		11 531	13 645
RESULTAT COURANT avant impôts		(45 759)	25 595
	Produits exceptionnels		
	Charges exceptionnelles		
RESULTAT EXCEPTIONNEL			
Participation des salariés aux résultats			
Impôts sur les bénéfices		2 337	29
TOTAL DES PRODUITS		1 020 769	1 112 296
TOTAL DES CHARGES		1 068 864	1 086 731
EXCEDENT ou DEFICIT		(48 096)	25 566
CONTRIBUTIONS VOLONTAIRES EN NATURE			
Dons en nature			
Prestations en nature			
Bénévolat			
TOTAL			
CHARGES DES CONTRIBUTIONS VOLONTAIRES EN NATURE			
Secours en nature			
Mise à disposition gratuite de biens			
Prestations			
Personnel bénévole			
TOTAL			

Baker Tilly STREGO  
Commissaire aux comptes



# Annexe Comptable

Etat exprimé en euros

## INTRODUCTION

Les comptes annuels de l'exercice ont été élaborés et présentés conformément aux règles générales applicables en la matière et dans le respect du principe de prudence.

Le bilan de l'exercice présente un total de **937 150 euros**.

Le compte de résultat, présenté sous forme de liste, affiche un total **produits** de **1 020 769 euros** et un total **charges** de **1 068 864 euros**, dégageant ainsi un **résultat** de **-48 096 euros**.

L'exercice considéré débute le **01/01/2025** et finit le **31/12/2025**.

Il a une durée de **12 mois**.

## PRESENTATION DE L'ASSOCIATION

L'Association Association MISSION LOCALE DU PAYS DE RETZ a pour objet social l'organisation de l'accueil, de l'information, de l'orientation et le suivi des jeunes de 16 à 25 ans et de gérer tous les dispositifs se rapportant à ces missions.

Elle a pour mission et activité l'insertion sociale et professionnelle des jeunes du Pays de Retz.

Les moyens mis en oeuvre par l'association sont les suivants:

- l'accueil et l'orientation professionnelle approfondis des jeunes afin de les aider à bâtir un projet d'insertion sociale et professionnelle, en coordination avec les services de l'Etat, du Conseil Régional des Pays de Loire, du Conseil Départemental de Loire-Atlantique et de l'ensemble des partenaires intervenant dans l'insertion sociale et professionnelle;
- la contribution à la mise en place des dispositifs de qualification sociale et professionnelle adaptés aux profils des jeunes et aux perspectives de développement local et régional;
- la recherche, auprès des entreprises, des possibilités d'accueil des jeunes dans le cadre de la cotraitance;
- la recherche des réponses innovantes à l'ensemble des problèmes qui se posent aux jeunes du Pays de Retz;
- la concertation entre les différents services administratifs et associations intervenant près du public concerné, notamment dans les domaines de l'information, du cadre de vie, du logement, des loisirs et des pratiques culturelles et sportives;

### Informations sur les concours publics et subventions octroyés dans l'exercice

Intitulé	Nature	Catégories d'autorités administratives	Montant

## Annexe Comptable

Etat exprimé en euros

FONCTIONNEMENT ML	Subvention d'exploitation	ETAT	565 044.41€
FONCTIONNEMENT ML	Subvention d'exploitation	COMMUNAUTES DE COMMUNES PAYS DE RETZ	197 267.80€
FONCTIONNEMENT ML	Subvention d'exploitation	FRANCE TRAVAIL	86 141.71€
FRAIS GESTION FAJ	Subvention d'exploitation	DEPARTEMENT LOIRE-ATLANTIQUE	240€
FRAIS GESTION REVENUS JEUNES	Subvention d'exploitation	DEPARTEMENT LOIRE-ATLANTIQUE	320€
FAJ	Subvention d'exploitation	DEPARTEMENT LOIRE-ATLANTIQUE	2 420€
REVENUS JEUNES	Subvention d'exploitation	DEPARTEMENT LOIRE-ATLANTIQUE	5 205€
FAJ COLLECTIF	Subvention d'exploitation	DEPARTEMENT LOIRE-ATLANTIQUE	3 000€
BRSA	Subvention d'exploitation	DEPARTEMENT LOIRE-ATLANTIQUE	13 476€
PROJET BPA ENSEMBLE POUR LA SANTE CITOYENNE	Subvention d'exploitation	AGENCE REGIONALE DE SANTE	6 000€
PARRAINAGE	Subventions d'exploitation	ETAT	3 050€
TAXE APPRENTISSAGE	Subventions d'exploitation	ETAT	7 689.57€

### FAITS CARACTERISTIQUES

Au cours de l'année 2025, les EPCI se sont interrogés sur le financement de la Mission Locale et ont souhaité remettre en cause le mode de calcul, qui devra être validé lors d'une prochaine Assemblée Générale Extraordinaire avec de nouveaux élus. A noter que 3 EPCI sur 4 n'ont pas validé leur cotisation telle que demandée initialement.

## Annexe Comptable

Etat exprimé en euros

### REGLES ET METHODES COMPTABLES

Les comptes annuels de l'Association Association MISSION LOCALE DU PAYS DE RETZ ont été établis conformément aux dispositions du Plan Comptable Général défini par le règlement ANC n°2022-06, applicable obligatoirement aux exercices ouverts à compter du 1er janvier 2025, et appliqué ici au présent exercice comptable, ainsi que par le règlement ANC n°2023-03.

En raison de ce changement de référentiel, certains postes des états financiers ont été retraités depuis l'ouverture de l'exercice : suppression des comptes de transfert de charges et nouvelle définition du résultat exceptionnel notamment.

Les méthodes comptables retenues ont été appliquées dans le respect du principe de prudence, conformément aux hypothèses de bases :

- Continuité d'exploitation
- Permanence des méthodes comptables d'un exercice à l'autre
- Indépendance des exercices

La méthode de base retenue pour l'évaluation des éléments est la méthode des coûts historiques.

#### 1- Valeurs immobilisées :

La valeur brute des éléments de l'actif immobilisé correspond à la valeur d'entrée des biens dans le patrimoine, compte tenu des frais nécessaires à la mise en état d'utilisation de ces biens. Ces éléments n'ont pas fait l'objet d'une réévaluation légale ou libre.

## Annexe Comptable

Etat exprimé en euros

L'amortissement a été calculé sur la durée probable d'utilisation des biens.

Les éléments non amortissables de l'actif immobilisé ont été, le cas échéant, dépréciés par voie de provision pour tenir compte de leur valeur actuelle.

Les amortissements sont comptabilisés en mode linéaire

Logiciel : durée : 3 ans

Matériel de bureau et informatique : durée : 3 ans

Mobilier de bureau : durée : 5 ans

### 2 - Immobilisations financières :

La valeur des immobilisations financières est constituée par le coût d'achats hors frais accessoires, directement imputable à l'acquisition.

Lorsque la valeur d'inventaire est inférieure à la valeur brute, une dépréciation est constatée par le montant de la différence.

La valeur d'inventaire est appréciée sur la base des critères tels que la valeur de la quote-part dans l'actif net.

### 3 - Stocks et en-cours

Les matières et marchandises sont évaluées à leur coût d'acquisition.

Les produits et en-cours de production ont été évalués à leur coût de production.

Ces éléments ont, le cas échéant, été dépréciés par voie de provision pour tenir compte de leur valeur actuelle à la date de la clôture de l'exercice.

### 4 - Créances et dettes

Les créances et dettes ont été évaluées pour leur valeur nominale.

Les créances ont, le cas échéant, été dépréciées par voie de provision pour tenir compte des difficultés de recouvrement auxquelles elles étaient susceptibles de donner lieu.

## Annexe Comptable

Etat exprimé en euros

### 5 - Valeur mobilière de placement

Les titres cotés ou non cotés sont comptabilisés au prix d'achat.

Les dépréciations apparaissent éventuellement sur certains titres et elles ont été constatées sous forme de provision.

### 6 - Disponibilité

Les liquidités disponibles en banque ou en caisse ont été évaluées pour leur valeur nominale.

### 7 - Achats

Les frais accessoires d'achats payés à des tiers n'ont pas été incorporés dans les charges d'achat mais ont été comptabilisés dans les différents comptes de charges correspondant à leur nature.

### 8 - Produits et charges exceptionnelles

Les produits et charges exceptionnels tiennent compte, non seulement des éléments qui ne sont pas liés à l'activité normale de l'entreprise, mais également de ceux qui présentent un caractère exceptionnel eu égard à leur montant.

### 9 - Dons Revenus Jeunes

Il est à noter que le poste 628180 "Dons Revenus Jeunes" fait état des dons engagés (y compris ceux non versés pour 0€) dans l'année 2025 soit 4 149€.

### 10 - Dons FAJ

Le poste 628100 "Dons FAJ" fait état des dons engagés en 2025 soit 2 420€ comprenant des dons non versés pour 0€.

### 11 - Subventions à recevoir

Ce poste d'un montant de 186 450€ correspond au solde de la subvention versé par l'Etat du Contrat Engagement Jeunes (CEJ) 2025.

### 12 - Contribution en nature

La Mission Locale du Pays de Retz comporte 6 antennes et plusieurs permanences. Pour les 6 antennes, la Mission Locale paie un loyer soit pour St Brévin avec 2 locaux distincts sur cette commune, St Philbert, Pornic, Legé et Ste Pazanne et le siège à Machecoul-St Même. Quant à la permanence de Paimboeuf, le loyer est englobé dans celui de l'antenne de St Brévin. En 2022, la

## Annexe Comptable

Etat exprimé en euros

Mission Locale a signé une convention de partenariat avec plusieurs communes du Pays de Retz pour assurer des permanences ponctuelles.

### 13 - Provision indemnités départ à la retraite

Les comptes 2025 de la Mission Locale du Pays de Retz comporte une provision de l'engagement retraite vis à vis des salariés pour un montant total de 67 402€, soit une baisse de 127 201,27€ par rapport aux comptes 2024. Cette baisse de la provision en 2025 est due à un changement de méthode dans le calcul de celle-ci. Le calcul de l'indemnité est effectué conformément à la convention collective des Missions Locales et PAIO et respecte la méthode ANC 2021.

La méthode, dorénavant, utilisée pour le calcul de cet engagement est déterminée selon les critères suivants:

- Taux d'actualisation retenu:3.6 % (inflation comprise)
- Evolution annuelle des salaires:1.50%
- Taux de charges sociales:45%
- Table de mortalité:Table règlementaire TG 05
- Age légal de départ à la retraite:64 ans
- Turn-over estimé du personnel:1%

L'écart dû à ce changement de méthode, de 127 201,27€ a été comptabilisé, et imputé sur les fonds propres de l'Association Mission Locale du Pays de Retz.



## Immobilisations

Etat exprimé en euros  
Règlement ANC 2022-06

Etat exprimé en euros Règlement ANC 2022-06		Valeurs brutes début d'exercice	Mouvements de l'exercice				Valeurs brutes au 31/12/2025
			Augmentations		Diminutions		
			Réévaluations	Acquisitions	Virt p à p.	Cessions	
INCORPORELLES	Frais d'établissement et de développement						
	Donations temporaires d'usufruit						
	Autres	7 313		7 058		218	14 153
	TOTAL IMMOBILISATIONS INCORPORELLES	7 313		7 058		218	14 153
CORPORELLES	Terrains						
	Constructions sur sol propre sur sol d'autrui instal. agencet aménagement						
	Instal technique, matériel outillage industriels						
	Instal., agencement, aménagement divers						
	Matériel de transport						
	Matériel de bureau, informatique et mobilier	131 462		19 559		47 265	103 757
	Emballages récupérables et divers						
	Immobilisations corporelles en cours						
	Avances et acomptes						
	TOTAL IMMOBILISATIONS CORPORELLES	131 462		19 559		47 265	103 757
BIENS RECUS PAR LEGS OU DONATIONS DESTINES A ETRE CEDES							
FINANCIERES	Participations						
	Créances rattachées à des participations						
	Autres titres immobilisés						
	Prêts et autres immobilisations financières						
	TOTAL IMMOBILISATIONS FINANCIERES						
TOTAL		138 775		26 617		47 482	117 909

## Amortissements

Etat exprimé en euros		Amortissements début d'exercice	Mouvements de l'exercice		Amortissements au 31/12/2025
			Dotations	Diminutions	
<b>INCORPORELLES</b>	Frais d'établissement et de développement				
	Donations temporaires d'usufruit				
	Autres	7 313	105		7 417
	<b>TOTAL IMMOBILISATIONS INCORPORELLES</b>	<b>7 313</b>	<b>105</b>		<b>7 417</b>
<b>CORPORELLES</b>	Terrains				
	Constructions sur sol propre				
	sur sol d'autrui				
	instal. agencement aménagement				
	Instal technique, matériel outillage industriels				
	Autres instal., agencement, aménagement divers				
	Matériel de transport				
	Matériel de bureau, mobilier	105 181	28 416	50 439	83 159
	Emballages récupérables et divers				
	<b>TOTAL IMMOBILISATIONS CORPORELLES</b>	<b>105 181</b>	<b>28 416</b>	<b>50 439</b>	<b>83 159</b>
<b>TOTAL</b>		<b>112 494</b>	<b>28 521</b>	<b>50 439</b>	<b>90 576</b>

Baker Tilly STREGO  
Commissaire aux comptes

## Provisions

Etat exprimé en euros

		Début exercice	Augmentations	Diminutions	31/12/2025
PROVISIONS REGLEMEENTEES	Reconstruction gisements miniers et pétroliers				
	Provisions pour investissement				
	Provisions pour hausse des prix				
	Provisions pour amortissements dérogatoires				
	Provisions fiscales pour prêts d'installation				
	Provisions autres				
	<b>PROVISIONS REGLEMEENTEES</b>				
PROVISIONS POUR RISQUES ET CHARGES	Pour litiges				
	Pour garanties données aux clients				
	Pour amendes et pénalités				
	Pour pertes de change				
	Pour pensions et obligations similaires		67 402		67 402
	Pour impôts				
	Pour renouvellement des immobilisations				
PROVISIONS POUR RISQUES ET CHARGES	Provisions pour gros entretien et grandes révisions				
	Pour chges sociales et fiscales sur congés à payer				
	Autres	194 603	(194 603)		
	<b>PROVISIONS POUR RISQUES ET CHARGES</b>	<b>194 603</b>	<b>(127 201)</b>		<b>67 402</b>
PROVISIONS POUR DEPRECIATION	Sur immobilisations { incorporelles corporelles legs ou donations des titres mis en équivalence titres de participation autres immo. financières				
	Sur stocks et en-cours				
	Sur comptes clients, usagers				
	Sur créances reçues par legs ou donations				
	Autres				
	<b>PROVISIONS POUR DEPRECIATION</b>				
	<b>TOTAL GENERAL</b>	<b>194 603</b>	<b>(127 201)</b>		<b>67 402</b>
Dont dotations et reprises { - d'exploitation - financières - exceptionnelles					
Titres mis en équivalence : montant de la dépréciation à la clôture de l'exercice calculée selon les règles prévues à l'article 39-I.5e du C.G.I.					

Baker Tilly STREGO  
Commissaire aux comptes

## Créances et Dettes

Etat exprimé en euros  
Règlement ANC 2022-06

		31/12/2025	1 an au plus	plus d'1 an
CREANCES	Créances rattachées à des participations			
	Prêts			
	Autres immobilisations financières			
	Clients, usagers douteux ou litigieux			
	Autres créances clients, usagers			
	Créances représentatives des titres prêtés			
	Personnel et comptes rattachés			
	Sécurité sociale et autres organismes sociaux			
	Impôts sur les bénéfices			
	Taxes sur la valeur ajoutée			
	Autres impôts, taxes versements assimilés			
	Divers	186 450	186 450	
	Confédération, fédération, union, entités affiliées			
	Créances reçues par legs ou donations			
	Débiteurs divers			
	Charges constatées d'avance	8 108	8 108	
TOTAL DES CREANCES		194 558	194 558	
Prêts accordés en cours d'exercice				
Remboursements obtenus en cours d'exercice				
Prêts et avances consentis aux associés (personnes physiques)				

		31/12/2025	1 an au plus	1 à 5 ans	plus de 5 ans
DETTES	Emprunts obligataires convertibles				
	Autres emprunts obligataires				
	Emprunts dettes ets de crédit à 1an max. à l'origine				
	Emprunts dettes ets de crédit à plus 1 an à l'origine				
	Emprunts et dettes financières divers	4 760	4 760		
	Fournisseurs et comptes rattachés	5 583	5 583		
	Dettes des legs ou donations				
	Personnel et comptes rattachés	60 771	60 771		
	Sécurité sociale et autres organismes sociaux	60 949	60 949		
	Impôts sur les bénéfices	2 337	2 337		
	Taxes sur la valeur ajoutée				
	Obligations cautionnées				
	Autres impôts, taxes et assimilés	22 827	22 827		
	Dettes sur immobilisations et comptes rattachés				
	Confédération, fédération, union, entités affiliées				
	Autres dettes	4 313	4 313		
	Dette représentative de titres empruntés				
	Produits constatés d'avance				
TOTAL DES DETTES		161 541	161 541		
Emprunts souscrits en cours d'exercice					
Emprunts remboursés en cours d'exercice					
Emprunts dettes associés (personnes physiques)					

Baker Tilly STREGO  
Commissaire aux comptes

## Variation des Fonds Propres

Etat exprimé en euros  
Règlement ANC 2022-06

	Fonds propres clôture 31/12/2024	Affectation du résultat N-1	Augmentation	Diminution ou consommation	Fonds propres clôture 31/12/2025
Fonds propres sans droit de reprise					
Fonds propres avec droit de reprise	369 445		152 767		522 212
Ecarts de réévaluation					
Réserves statutaires ou contractuelles					
Réserves pour projet de l'entité	97 330				97 330
Autres réserves					
Report à nouveau		25 566	(25 566)		
Excédent ou déficit de l'exercice	25 566	(25 566)		48 096	(48 096)
<b>Situation nette</b>	<b>492 340</b>		<b>127 201</b>	<b>48 096</b>	<b>571 446</b>
Fonds propres consommables					
Subventions d'investissement			1 056	1 056	
Provisions réglementées					
<b>TOTAL</b>	<b>492 340</b>		<b>128 257</b>	<b>49 152</b>	<b>571 446</b>

Baker Tilly STREGO  
Commissaire aux comptes





# Variation des Fonds Dédiés

Etat exprimé en euros

	Fonds dédiés clôture 31/12/2024	Reports	Utilisations		Transferts	Fonds dédiés clôture 31/12/2025	
			Montant global	dont rembour- sements		Montant global	dont fds dédiés à des projets sans dépense au cours des deux derniers exercices
Subventions d'exploitation							
FAJ	37 581					37 581	
FAJ collectif	345					345	
CEJ	93 295	81 351	93 295			81 351	
Conseil général-RSA		13 476				13 476	
Projet BPA		4 008				4 008	
Contributions financières d'autres org.							
Ressources liées à la générosité du public							
<b>TOTAL</b>	<b>37 926 93 295</b>	<b>98 835</b>	<b>93 295</b>			<b>136 761</b>	

Baker Tilly STREGO

Compte rendu de travaux

Commissaire aux comptes



## Produits constatés d'avance

Etat exprimé en euros		Période	Montants	31/12/2025
Produits constatés d'avance - EXPLOITATION				
Produits constatés d'avance - FINANCIERS				
Produits constatés d'avance - EXCEPTIONNELS				
TOTAL				

Baker Tilly STREGO  
Commissaire aux comptes

## Legs, donations et assurances-vie

Etat exprimé en euros

31/12/2025

31/12/2024

<b>PRODUITS</b>		
Montant perçu au titre d'assurances-vie		
Montant de la rubrique de produits « Legs ou donations » définie à l'article 213-9		
Prix de vente des biens reçus par legs ou donations destinés à être cédés		
Reprise des dépréciations d'actifs reçus par legs ou donations destinés à être cédés		
Utilisation des fonds reportés liés aux legs ou donations		
<b>Total des produits</b>		
<b>CHARGES</b>		
Valeur nette comptable des biens reçus par legs ou donations destinés à être cédés		
Dotation aux dépréciations d'actifs reçus par legs ou donations destinés à être cédés		
Report en fonds reportés liés aux legs ou donations		
<b>Total des charges</b>		
<b>SOLDE</b>		

# Evaluation des contributions volontaires en nature

Répartition par nature de produits	31/12/2025	31/12/2024
Dons en nature		
Prestations en nature		
Bénévolat		
Total		
Répartition par nature de charges	31/12/2025	31/12/2024
Secours en nature		
Mise à disposition gratuite de biens		
Prestations		
Personnel bénévole		
Total		

